

Priorité à l'école et à la concurrence

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

26 avril 2019

Dans l'idéologie développée par Emmanuel Macron, deux domaines méritent d'être amplifiés. Le premier, l'école, est l'affaire de toute la France. La replacer au cœur de la société afin d'établir une égalité des chances entre les citoyens est une saine ambition. L'école n'a pas les vertus d'une baguette magique. Elle a vocation à transformer la société en profondeur et à ériger ses valeurs en principe. Le second chantier s'adresse à l'Outre-mer. Il s'agit d'abolir les monopoles afin que les prix baissent sous l'effet d'une libre concurrence. Réussir ces deux paris s'avère compliqué. Depuis une quarantaine d'années l'école a subi tant de meurtrissures, qu'il faudrait des volontés himalayennes, si l'on veut la rétablir dans sa noblesse. D'abord restaurer son autorité. Dans une société où les notions d'efforts et de mérite ne sont plus prisées, la chose n'est pas aisée. Agir au niveau de l'école seule, ne rendra pas l'institution plus efficace. Les réformes doivent être accompagnées d'un changement des mentalités. Sans imiter la Corée du sud, où la recherche de performances scolaires est poussée à l'extrême, il y a de la place pour enclencher un progrès.

Macron ne pourra changer à lui seul les mentalités. Il peut créer l'environnement qui contribuera à les faire évoluer. Le coût du transport, l'étroitesse du marché et aussi l'opportun sursalaire de 40 % octroyés aux salariés de la fonction publique, des banques et des multinationales françaises, continuent à justifier le niveau élevé des prix des biens de consommation. Emmanuel Macron a indiqué plusieurs fois qu'il fallait mettre fin aux monopoles si l'on voulait faire baisser les prix et impulser un développement économique. Il a raison. Les principaux bénéficiaires du système vantent les bienfaits d'une économie libérale. Cela ne les empêche pas de se vautrer dans les avantages que leur procure une économie de comptoir et de rentes. Plus grave, les intermédiaires que le système a adoubés ne sont pas prêts à changer leurs habitudes et les avantages qu'ils ont négociés. Ils défendent bec et ongles le système. Tout

cela au détriment d'un réel développement économique et du consommateur. Jusques à quand ?